

Le MEDEF veut diriger notre formation, l'ENFiP applaudit !

L'administration, dans une note du 29 juin 2015, met en place un stage obligatoire en entreprise pour les inspecteurs stagiaires affectés sur des missions de contrôle fiscal, et au sein d'une collectivité locale pour les inspecteurs stagiaires affectés sur des missions liées à la gestion des secteurs publics locaux.

Des stages pour rien. Les stages en entreprises, brièvement expérimentés par l'ex-DGI, n'avaient pas convaincu de leur utilité, l'administration les ayant elle-même abandonnés. Les stages en collectivité locales ne paraissent pas plus pertinents puisque les collectivités sont toutes différentes avec chacune leur organisation. L'utilité pour la Direction Générale n'est donc pas de mieux former les stagiaires mais semble plus idéologique. Lorsque la note stipule que concernant le service public local, la priorité sera donnée aux collectivités avec lesquelles des partenariats ont été conclus, les stagiaires n'auront pas le choix. Quant aux stages en entreprises pour les vérificateurs, ils sont à lier à la « relation de confiance » si chère à notre administration, qui accompagne la fin du caractère dissuasif du contrôle fiscal. A cet égard, la phrase appelant les RLF « à sensibiliser les stagiaires sur les bonnes attitudes de savoir-être et de courtoisie à adopter vis-à-vis des structures qui les accueilleront », outre qu'elle est édifiante sur l'opinion que la DG a de ses agents, est révélatrice de ce qu'un agent dérangerait les entreprises dans lesquelles il se rend.

Des stages pour plaire au patronat Comme si cela ne suffisait pas, la note va plus loin, en précisant que les entreprises qui accueilleront les stagiaires seront désignées par le MEDEF. Pourquoi se cacher ? La table ronde organisée fin juillet par l'ENFiP afin de donner « une orientation » à ces stages comptait déjà des représentants du MEDEF.

La finalité des missions à la DGFIP est déjà de plus en plus ambiguë pour les agents. Au rythme des politiques menées elle risque d'être vite clarifiée ! Ceux qui croient encore en la neutralité sociale de l'Etat, en seront pour leur frais... visiblement, la DG ne fait même plus semblant d'y croire.

